

PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES ET DÉMOCRATIE EN CÔTE D'IVOIRE

Alfred BABO

PhD, Socio-economist

University of Bouake - Côte d'Ivoire

babo_alfred@yahoo.fr / baboalf@caramail.com

1. Problématique

Dans sa théorie du « warlord democracy », Wantchekon (2004) pose comme postulat que la démocratie peut émerger directement d'une situation de guerre. De ce point de vue, les factions en conflit dans une guerre peuvent créer non seulement un Etat, mais mieux un Etat démocratique. S'appuyant sur les cas mozambicain et el salvadorien, sa théorie s'inspire de l'approche kantienne qui prédit une démocratie tirée d'un compromis intelligent entre parties belligérantes. En Côte d'Ivoire, dans le prolongement des deux parties qui ont signé de nombreux accords, l'un des acteurs clés de la guerre qu'a connu ce pays est la catégorie sociale des jeunes. Les jeunes, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, ont été fortement impliqués dans le déroulement de la guerre aussi bien au Sud (Chauveau, 2003) qu'au nord. Depuis le début de l'aire multipartiste, comme pendant la crise actuelle, les jeunes en Côte d'Ivoire sont des acteurs de premiers plans. Ils se sont retrouvés au sein des factions en conflit sous formes d'associations, de forces militaires, para-militaires (milices) et se sont opposés violemment. Par la suite, l'évolution pacifique du processus de sortie de crise à partir de 2007 a semblé être intimement liée à la paix scellée entre ces jeunes, avant et au lendemain de l'accord politique de Ouagadougou (APO). En effet, de nombreux accords depuis Marcoussis en 2003 jusqu'à Prétoria en passant par Accra avaient été signés sans succès. Mais, l'APO présente la spécificité d'avoir été élaboré dans un environnement marqué par une réorientation des actions des deux groupes les plus irréductibles (les « jeunes patriotes » et la FESCI¹) du camp présidentiel dans le sens d'une participation politique citoyenne. De fait, ces jeunes ou groupes de jeunes dans leurs interactions avec ceux des groupements politiques d'opposition et de l'ex-rébellion, semblent œuvrer aujourd'hui, par leur engagement politique, à la mise en place de dispositifs d'un Etat démocratique. Selon Wantchékon (op.cit), si les factions en conflit décident de joindre leurs forces pour la création de nouvelles institutions étatiques (armée, gouvernement, justice...etc.) et pour la mise en avant de la citoyenneté, l'interaction stratégique entre « intelligent warlords² » contribue à rétablir l'ordre public et la paix sociale. La perspective d'inscrire cette analyse dans l'application de la warlord theory tient non pas d'accords entre seigneurs de guerres comme dans les cas libérien et sierra-léonnais, mais plutôt de la double dualité Etat/démocratie et violence/citoyenneté. Elle questionne également le rôle joué par un groupe de citoyens dans la régulation de cette double dualité dans le sens de l'émergence ou de la construction des principes démocratiques. Si l'on reconnaît l'implication des groupes de jeunes dans le processus de paix en Côte d'Ivoire, cette situation appelle un certain nombre d'interrogations : dans quelle mesure la participation politique des jeunes se présente-t-elle comme un instrument du rétablissement de l'ordre social et du processus actuel de construction de la démocratie en Côte d'Ivoire ? Quelle est la nature de cette participation ? Quelles sont les évolutions de leur action publique en rapport avec la construction de la démocratie ?

¹ Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire

² Le cas ivoirien étant largement différent de celui du Libéria ou même de la Sierra-Leone caractérisé par l'effondrement de l'Etat et le règne de véritables seigneurs de guerre plus ou moins autonomes, il convient de comprendre la notion de « warlords » les leaders de l'ex-rébellion et du camp présidentiel en conflit.

La thèse que je propose dans cet article est la suivante : l'avènement d'une démocratie post-guerre dans une société divisée est portée par le groupe d'acteur le plus impliqué dans le conflit. En l'occurrence, en Côte d'Ivoire, ce sont les « jeunes », mais cette implication évolue des formes violentes et contestataires vers une participation politique davantage citoyenne.

Mais pourquoi je m'intéresse particulièrement à la participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire? C'est pour moi un paradigme qui permet de questionner l'implication d'une catégorie sociale statistiquement importante et qualitativement active dans la crise ivoirienne, mais aussi dans sa résolution. Ce paradigme fait également référence à des postulats théoriques qui eux-mêmes guident les hypothèses que je formule dans les lignes qui suivent. La première hypothèse tend à mener une réflexion critique sur les mécanismes sociaux d'émergence de la démocratie par l'analyse de la lente dé cristallisation des facteurs ayant conduit à la guerre. Cette dé cristallisation induit une reconstruction de la confiance indispensable à l'émergence d'un ordre social et d'une paix durable. En fait, la crise du monopole de la violence a conduit en Côte d'Ivoire à l'aggravation de la violence par sa dissémination et l'accaparement privé des moyens de l'exercer (Ouattara, 2007). C'est pourquoi le processus de paix en cours se fait par la régulation en continue d'une forme résiduelle de violence qui s'est ancrée dans les structures mentales, mais aussi dans les modes d'expression revendicative ou d'opposition. Dès lors, la deuxième hypothèse est relative à la question de l'antériorité chez Huntington (1968) de l'existence d'un Etat en prélude à la création d'une démocratie ou d'un Etat démocratique. Cela suppose que les processus et les mécanismes de la pratique d'une démocratie, l'appareillage technique et administratif doivent venir d'un Etat fort (Schumpeter, 1942). Dans cette logique, je formule l'hypothèse selon laquelle l'implication des citoyens dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles post-guerre permet la mise en place des mécanismes d'une démocratie minimaliste telle que présentée par Przeworski (1999). Elle introduit ainsi au centre de l'analyse la participation politique des jeunes ivoiriens. Cette hypothèse ouvre également à la compréhension d'une participation politique qui n'est pas que conventionnelle, mais qui lève un coin de voile sur l'évolution des mouvements sociaux protestataires vers des mouvements de collaboration citoyenne. De ce point de vue, les changements observés dans l'engagement des jeunes sont illustratifs de ce que l'action des citoyens dans l'avènement de la démocratie d'après guerre, n'est pas que de nature économique comme le soutient Wantchekon en s'appuyant sur les cas mozambicain et el salvadorien. Au-delà donc des investissements économiques des citoyens, l'émergence de la démocratie dans une situation post-crise doit aussi être analysée sous le rapport de leur participation politique.

Ce papier est articulé en deux parties : Dans la première, je présente comment les groupes de jeunes sont progressivement passés de la situation d'affrontement fondée sur une logique de contestation violente à logique de collaboration. La deuxième partie porte sur la nature de cette collaboration, notamment le soutien accordé au dernier APO avant d'en montrer les implications.

2. Discussion conceptuelle

Commençons par discuter le concept de « jeune » afin de le rendre plus opératoire dans le cadre de notre analyse. De Boeck et Honwana, (2000) dans leurs travaux font la rupture avec la vision universaliste de la jeunesse. Pour eux, la notion de jeunesse, au-delà des critères biologiques, doit englober des variables sociales et culturelles telles que le sexe, la religion, la classe, le rôle social, les responsabilités, les attentes, la race et l'ethnicité. Au-delà de cette construction sociale et culturelle, les « jeunes » sont également une expression historiquement située de la modernité entendue comme une formation idéologique qui explique sa complexité signifiante (Jean et John Comaroff, 2000). Les jeunes combinent et occupent plusieurs positions parfois contradictoires soit en tant que cibles et victimes, soit comme combattants, activistes et entrepreneurs, ou encore rebelles. On note donc que des travaux s'intéressent au rôle des jeunes dans le modelage des processus sociaux, politiques et économiques. Cependant, l'attention se tourne davantage vers la production d'une « culture des jeunes » et reste fortement limitée par leur projet de compréhension des phénomènes touchant à la jeunesse.

Or les jeunes sont une catégorie complexe (Antoine et al., 2001), en perpétuelle conflit tant interne qu'externe. De plus, ils évoluent dans des sociétés africaines tout aussi traversées par des crises structurelles. C'est pourquoi dans une étude historique du rôle des jeunes ruraux, dans la crise ivoirienne, Chauveau (2005) invite à la (re)contextualisation de la notion de «jeunes». Cela de manière substantialiste, en les positionnant dans leur rapport à la génération des aînés et en replaçant les différenciations sociales à base générationnelles dans leur rapport à d'autres registres de différenciations, d'inclusion et d'exclusion sociales. Ces registres peuvent restreints telle que la parenté, le village, l'espace social d'interconnaissance, mais ils peuvent aussi être plus larges comme sont l'ethnie, la ville, les partis politiques, la nation. A partir de ces contours sociologiques, on note ainsi que quelque soit le positionnement spatial, les jeunes dans la société ivoirienne cristallisent la complexité de leur passage diffus et incertain d'un statut à un autre. Ils réalisent également des manifestations à la fois contestataires et coopératives dans les espaces sociaux et politiques qui s'offrent à eux.

Cet éclairage conceptuel permet de mettre en relief le rôle éminemment important que jouent les jeunes, de plus en plus, actifs dans les mutations, notamment politiques que connaît la société. Cela revient à étudier la participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire sous l'angle de la capacité légitime des organisations de la société civile à participer au débat et à contribuer aux mutations politiques (Mamdani et Wamba dia Wamba, 1997). A ce niveau, si Neveu (1996) tend à limiter le mouvement social à sa dimension revendicative dans le cadre d'une action collective, il faut noter qu'Amadiume (1997) dénonce le piège d'une logique binaire opposant l'Etat et tout ce qui serait non étatique. Il en découle qu'un mouvement social peut s'inscrire dans une logique de collaboration et pas uniquement contestataire. Cette position rejoint la notion de répertoire de l'action collective telle que développée par Tilly (1986) qui permet d'aborder et de comprendre les évolutions des mouvements sociaux des formes violentes vers des logiques vertueuses. Elle pose également le problème du caractère organisé ou non des mouvements sociaux. Dans le cadre de cette étude, sans renier la spontanéité de certains mouvements sociaux (Zghal, 1997), je note que l'histoire de la participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire présente davantage des

organisations du milieu universitaire et scolaire (MEECI³, UNEECI⁴, FESCI) et politique à travers les jeunesses des partis (JPDCI-RDA⁵, RJR⁶, JFPI⁷ etc). La pertinence historique de cette posture militante m'a décidé à privilégier, dans mon analyse, le caractère organisationnel des mouvements sociaux, tel que développé par Mamdani (et al, 1997) et Zeghidi (1997) pour qui la société civile est du domaine de structures autonomes et organisées. Pour ce faire, j'entends considérer les mouvements de jeunes les plus significatifs lors de la guerre en Côte d'Ivoire communément appelés « jeunes patriotes » et des différentes organisations qui la composent notamment la FESCI. Toutefois, en raison des liens qui existent avec les groupements politiques, je serai parfois appelé à convoquer les interventions des jeunes des partis politiques et ceux des FN (ex-rébellion) dans mon argumentaire.

Afin de discuter de l'implication des mouvements des jeunes dans l'instauration d'une démocratie post-guerre en Côte d'Ivoire, il convient de définir la participation politique. Le politique est un système de régulation des conflits issus de pluralismes sociaux parfois contradictoires dont l'objectif est d'aboutir à un minimum vital. Lavau (1969) est plus précis dans sa critique de l'approche fonctionnaliste du politique. Pour lui, un système politique est « un ensemble de processus et de mécanismes destinés à faire converger ou à neutraliser des pluralismes sociaux irrépressibles et qui, de plus, est organisé de façon à permettre à ses différents acteurs de proposer des buts contradictoires et de concourir entre eux pour changer l'agencement du système ou pour modifier ses orientations sans faire exploser l'équilibre des pluralismes ». Quant à la participation, il faut la saisir sous deux angles : la participation conventionnelle qui comprend le vote, les manifestations, les meetings, les pétitions etc. ; mais aussi la participation non conventionnelle qui regroupe des formes de remises en cause du pouvoir, la gestion de l'espace public au sens habermasien, les grèves sans préavis etc. N'analysant pas une situation de participation électorale, mon étude se focalise sur la participation politique comprise comme la structuration de l'espace public par les citoyens dont les actions visent des mutations et/ou transformations politiques. En effet, selon Neveu (1996 :12), le mouvement social prend une charge politique quand il fait appel aux autorités pour apporter, par une intervention publique, la réponse à une revendication, qui impute à ces autorités politiques la responsabilité des problèmes qui sont à l'origine de la mobilisation. La participation politique est le fondement même de la démocratie. Dans cette perspective, étudier la participation politique des jeunes, c'est être au cœur de la contribution de cette catégorie de citoyens à la construction de la démocratie en Côte d'Ivoire. Cela passe par l'analyse de leur activisme dans les partis politiques certes, mais aussi et surtout dans les mouvements de la société civile (syndicats, associations, etc.). On note que cette participation peut prendre aussi bien des formes d'expression violentes que citoyenne au sens de Schnapper, (1992, 1994) dans un cadre conventionnel ou non. Sur cette base la participation politique des jeunes, en Côte d'Ivoire, montre une évolution sinusoidale. Elle est passée d'un caractère

³ Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire, il a été la section universitaire et scolaire du parti-Etat PDCI-RDA-RDA

⁴ Union des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire

⁵ Jeunesse du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

⁶ Rassemblement des Jeunes Républicains

⁷ Jeunesse du Front Populaire Ivoirien

protestataire/contestataire voire révolutionnaire pendant la période coloniale à une collaboration sous le parti unique avec le MEECI. A partir de 1990, le mouvement retourne dans la contestation fondée sur une culture de la violence.

I. Trajectoire des mouvements des jeunes et instauration de la démocratie

En Côte d'Ivoire, comme dans nombre de pays africains subsahariens, la jeunesse présente des problèmes multiformes auxquels les Etats doivent faire face. Mais, face à l'inertie des Etats et même parfois à leur marginalisation, les jeunes s'engagent sur la voie de l'émancipation politique (Reinier, 2006). Depuis plus de quinze ans, en effet, ils font front aux tentatives de maintien de régimes et de classes dirigeantes vieillissants et font des irruptions brutales et parfois violentes sur la scène politique.

a. Les jeunes dans les mutations politiques

- **1989 -1990, le réveil jeune, ou les aspirations démocratiques d'une jeunesse embrigadée**

En Côte d'Ivoire, la mobilisation des jeunes dans la mutation de la société n'est pas récente. Leur activisme conflictuel se retrouve de manière récurrente dans les épisodes antérieurs de fort changement économique, politique et social, depuis l'instauration de l'ordre colonial et du travail forcé à partir de 1907 jusqu'à l'écroulement de l'hégémonie du PDCI-RDA durant les années 90. Au début de cette décennie, les événements marquant la réinstauration du multipartisme sont partis d'un mouvement spontané de protestation des étudiants de la cité universitaire du campus-Cocody, suite à une coupure intempestive d'électricité à la veille de l'organisation d'examens de fin d'année. La protestation pour des conditions de vie adéquates s'est vite transformée en contestations violentes accompagnées de revendications politiques. Ces événements ont été marqués par l'intrusion surprenante des moins de 18 ans – des collégiens et lycéens-- aux cris de « Houphouët voleur » sur la scène politique, qui s'est avéré être le début d'une participation politique jeune pour la démocratie. En effet, ces jeunes étaient depuis lors de tous les mouvements de contestation organisés aussi bien par les partis politiques que par les organisations de la société civile (ONGs, syndicats etc.). Ce positionnement s'inscrit dans la logique de Reinier (op.cit :127) pour qui « passer de la lutte pour la libération à l'embrigadement dans les régimes totalitaires, puis de la lutte clandestine ou armée à la participation au processus démocratique est une ambition légitime ». Dans le contexte ivoirien, il y a donc ce mélange d'usage de moyens illégitimes conjoncturels et de moyens légitimes et structurés par lesquels les jeunes ont participé au processus de démocratisation. Leur participation politique s'est construite progressivement par une organisation et une formation syndicale qui expliquent les rôle et place actuels des jeunes sur la mise en œuvre des mécanismes démocratiques de sortie de crise.

- **Le parcours syndical commun, une antichambre de la carrière politique**

L'année universitaire 1989 – 1990 a vu l'émergence d'un syndicalisme actif en milieu étudiant. Avant cela, le seul mouvement de jeunesse reconnu à l'université était le MEECI, organe de regroupement des jeunes du parti au pouvoir PDCI-RDA. La naissance de la FESCI, a marqué le monde étudiant et politique, en somme toute la société ivoirienne. Sa naissance est marquée par un contexte de lutte pour arracher la démocratie à un pouvoir moribond et un Etat en situation de faillite (Bacongo, 2007). De ce fait, la stratégie va consister à rejoindre les syndicats et autres groupements politiques -- qui du reste ont été à l'origine de sa création -- qui eux-mêmes mènent un combat existentiel face à la machine de répression du PDCI-RDA. Née dans la clandestinité en 1990, aux côtés des partis politiques et des organisations tels que le FPI, l'USD⁸, le SYNARES⁹ et la LIDHO¹⁰, la FESCI fait l'expérience douloureuse de la violence répressive restauratrice de l'ordre (Akindès 2007) et se forge un mental de lutteur âpre. L'un des nombreux slogans de ce syndicat est « *seule la lutte paie* », symbolisé par un point fermé et dressé. Dans sa quête de légitimité, la FESCI s'est donc heurtée à une violence qu'elle a fini par retourner et adopter comme seul et unique moyen de lutte. A ce jeu, ses principaux leaders, essentiellement deux ont marqué son histoire. L'un, Soro Guillaume, a marqué son passage à la tête de cette organisation de 1995 à 1998 par sa témérité et sa défiance à l'appareil de l'Etat. L'autre, Blé Goudé Charles (1999 à 2001) pour avoir, un moment, incarné la victimisation dont toute une génération d'étudiants était l'objet par son emprisonnement. Mais il a aussi été celui dont le mandat a inauguré l'entrée des machettes dans les cités universitaires. La lutte entre les partis FPI et RDR pour le contrôle de la FESCI, avait entraîné l'usage de la violence par la machette comme mode de régulation interne des conflits de succession et de désignation des instances dirigeantes de ce syndicat. En définitive, ces deux leaders sont les figures de proue d'une jeunesse forgée dans un même moule syndical fait de violence, de défiance aux institutions, de duplicité et de calculs politiques, qui quinze ans plus tard, se retrouvent au cœur de la crise ivoirienne. Dans son importante contribution à l'éclairage de cette trajectoire des leaders de la FESCI, Konaté (2003) les décrit comme deux compagnons de route, deux condisciples du département d'anglais de l'Université d'Abidjan-Cocody, deux camarades qui ont souvent partagé la même chambre, les mêmes pratiques de la violence, donc les mêmes courants et idéologies politiques. La force de ces leaders et de leur syndicat face à l'appareil de répression procédait en réalité de leurs appuis politiques tirés des forces de l'opposition en particulier du FPI et, à partir de 1994, de l'union de ce parti avec le nouveau parti qu'est le RDR, dont la naissance fragilisait un peu plus le PDCI-RDA. Ce dernier, en manque de stratégie de gestion de la diversité soudaine des opinions portées par des syndicats et des partis très actifs, la violence s'est présentée comme la seule solution brandie aux jeunes leaders. Dans l'histoire de la FESCI, ils sont trois secrétaires généraux -- Ahipeaud Martial (1990-1993), Soro Guillaume (1995-1998) et Blé Goudé Charles (1999-2001) -- à avoir fait cette expérience de l'emprisonnement. La légitimité historique acquise donc par ces leaders et à un échelon plus large par tous les autres qui étaient des membres de leurs bureaux exécutifs explique leur présence actuelle dans le champ politique. En effet, en

⁸ Union des Sociaux Démocrates

⁹ Syndicat National de la Recherche et des Enseignants du Supérieur

¹⁰ Ligue ivoirienne des droits de l'homme

plus d'eux, il convient de lever un coin de voile sur la trajectoire (voir tableau 1) des membres dirigeants de ce syndicat pour comprendre la sphère d'influence de ces jeunes dans la crise actuelle.

Tableau 1 : trajectoire des membres influents de la FESCI

Noms et prénoms	Statut à la FESCI	Statut politique	Statut actuel
Odjé Tiakoré	Membre du BEN	ancien président du RJR	Membre de la direction RDR*
Koné K. Souleymane	Membre du BEN		MPCI, membre du cabinet du premier ministre*
Doumbia Major	Membre du BEN	Ex Représentant RJR France	MPCI puis proche du Major IB*
Sidiki Konaté	Membre du BEN	Militant « jeunes Patriotes » au début de la crise	porte-parole MPCI, Ministre du tourisme*
Blé Guirao	Membre BEN	ancien président des jeunes de l'UDPCI ¹¹	Membre de la direction UDPCI*
Karamoko Yayoro	Membre BEN	Militant RDR	Président du RJR*
Eugène Djué	Ancien SG	Militant FPI	Président de ULPTCI**
Touré Moussa Zeguen,	Membre de la FESCI		Président GPP **
Yves Dibopieu,	Ancien SG		Président Solidarité africaine (SOAF) **
Damana Pikas,	Membre BEN	JFPI	CONARECI (Convention nationale des résistants de Côte d'Ivoire) **
Konaté Navigué	Dirigeant Section de Bouaké	Militant FPI	Président de la JFPI**
Serges Koffi	Ancien SG	Président des jeunes de UNG	Responsable CONARECI**

* proche de l'ex-rébellion MPCI ; ** membre de l'Alliance des « jeunes patriotes », proche du camp présidentiel

Le tableau montre que les anciens responsables de la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire ont occupé et occupent encore aujourd'hui des positions qui rendent compte, certes, de leur proximité avec Soro Guillaume ou Blé Goudé mais aussi de leurs appartenances idéologiques et positionnements dans la crise actuelle.

- **Un parcours politique éclaté : l'application sur le terrain des acquis de la formation**

Si la solidité et la force de la FESCI était intimement liées à l'union de l'opposition ivoirienne, les schismes apparus au sein de cette opposition à l'approche des élections de 2000 ont très rapidement traversé le syndicat. Ainsi, si Blé Goudé et Soro Guillaume étaient unis autour d'une lutte syndicale et d'un idéal de gauche politique, les ambitions politiques séparées de leurs mentors respectifs Gbagbo Laurent et Alassane Dramane Ouattara (ADO) ont séparé leurs routes. A l'instar de ces deux leaders, l'ensemble des jeunes membres du syndicat ont pris des directions et des chapelles politiques différentes. Cette dispersion des personnes au parcours commun n'est pas historiquement nouvelle. Déjà des leaders de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire francophone) qui ont participé à la lutte des indépendances, de retour en Afrique ont connu des parcours différents parfois opposés dans leur pays. Dans le cas de la FESCI, l'engagement de Soro G. dans la politique au sein du parti RDR comme colistier de Madame Dagri Diabaté¹², pour les élections législatives de 2000 a eu pour effet d'entériner la séparation des deux compagnons entamée depuis la crise de succession à la tête du syndicat en 1999. Tout comme lui, Djué Eugène alors dirigeant de la FESCI a déclaré son appartenance au FPI. Cette déclaration se justifiait d'autant plus qu'il faisait l'objet de pression et de suspicion sur ses liens supposés ou réels avec le régime de Bédié en raison de son appartenance au groupe Akan-Baoulé, dont les ressortissants sont

¹¹ Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire, parti créé par l'ancien chef de la junte militaire Guéi Robert

¹² Actuellement secrétaire général de ce parti

majoritairement du PDCI-RDA. Le militantisme des transfuges de la FESCI dans les partis politiques est devenu plus apparent avec leur accession à la tête des organes de jeunesse des partis politiques comme le montre le *tableau 1*. Ce militantisme avéré a fini par confirmer la permanence de la controverse au sein du syndicat entre intérêts communs apparents et intérêts partisans voilés.

En dehors de ceux-ci, les autres, sans jamais dévoiler clairement leur appartenance politique ont tout de même montré leur admiration ou attachement à un leader politique. Cette stratégie visait à afficher l'idée du combat pour l'intérêt général, le bien commun supérieur étudiantin. Mais, bien entendu, l'appréhension de l'action des individus s'enrichit également, en dehors de l'intérêt de groupe ou collectif, des particularismes, des convictions personnelles qui peuvent s'analyser sous l'angle de l'individuation de l'action collective et des règles du jeu. Sous cet angle, les jeunes de la FESCI de façon générale et Charles Blé Goudé en particulier ont joué un rôle déterminant dans l'accession du FPI de Laurent Gbagbo au pouvoir en octobre 2000. En effet, prenant en exemple la mobilisation des jeunes dans les élections qui venaient de se tenir au Sénégal¹³ et qui avaient conduit à l'alternance avec l'élection de Me Abdoulaye Wade, le FPI avait mobilisé les jeunes, notamment ceux de la JFPI et de la FESCI pour la surveillance et la présence dans tous les bureaux de vote. Le secrétaire général d'alors, Blé Goudé, avait même appelé publiquement ses camarades à voter pour le candidat civil Laurent Gbagbo plutôt que pour le militaire Guéi Robert. Par cette participation électorale, les jeunes entendaient contribuer à instaurer un scrutin et un régime démocratique plutôt que autoritaire. Cet engagement a justifié, par la suite, leur désaccord manifeste face à la tentative d'auto-proclamation de Guéi. La participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire s'est donc faite par des prises de position, des appels, des marches et autres manifestations à travers le syndicalisme, au sein des partis politiques et des organisations et structures de plus en plus antagonistes. On note donc que la séparation ne s'est pas limitée simplement à une opposition idéologique entre camarades, mais elle a conduit à de profondes divisions qui ont poussé certains à prendre les armes contre les autres.

- **Des velléités politiques aux mouvements patriotiques**

Le mouvement patriotique présente un caractère composite qui tranche avec la vision homogène qu'on a souvent voulu lui donner. Au plan politique, il comprend aussi bien des jeunes proches du parti au pouvoir, que ceux qui appartiennent à l'entité plus large appelée « camp présidentiel ». Ce camp regroupe tous les partis et autres associations qui se sont déclarés proches du président Laurent Gbagbo. Mais, il comprend aussi des jeunes qui continuent de revendiquer leur appartenance à des partis d'opposition. Il en est ainsi des « jeunes Houphouétistes » ; des transfuges d'un mouvement d'autodéfense conduit par un militant, Kouassi Ferdinand¹⁴, de la jeunesse du PDCI-RDA à Bouaké ; de Thierry Légré, qui après un

¹³ Voir Bathily, Diouf et Mbodj (1997) qui ont étudié le mouvement jeune dans ce qu'il est convenu d'appeler « la révolte Sopi ».

¹⁴ Plus connu sous le pseudonyme de « Commandant » Watchard Kédjébo, aujourd'hui directeur local de campagne du président Gbagbo dans sa région natale au centre du pays.

bref passage au CNB¹⁵ proche du PDCI-RDA avait créé un mouvement de soutien à Alassane O. dénommé CADO¹⁶ avant de rejoindre les jeunes patriotes à l'éclatement de la guerre. Ils font donc partie de cette catégorie de jeunes actifs au parcours atypiques qui s'est positionnée sur le champ politique du fait de ce que Reinier (op.cit) appelle la transhumance politique et le militantisme alimentaire. Sans avoir été militants de la FESCI, ces derniers ont un cheminement qui les a menés du PDCI-RDA et/ou du RDR aux groupes de la mouvance présidentielle proche du FPI. Refusant parfois d'entériner leur rupture avec leurs partis d'origine, ils affirment dans une position opportunément prudente leur penchant républicain qui justifie le soutien qu'ils apportent au président L. Gbagbo.

Au plan social, les jeunes patriotes regroupent des individus de classe moyenne, mais aussi des cadres et hauts cadres de l'élite ivoirienne, des chômeurs, mais aussi des travailleurs. On n'y compte aussi bien des intellectuels que des analphabètes, des jeunes en milieu urbain, mais aussi des ruraux ; des jeunes du Sud, mais aussi du Nord et de toutes les ethnies. Il faut souligner que les thèmes qui portaient sur la défense de la république contre l'impérialisme français, et plus largement des « étrangers » se sont avérés mobilisateurs. Le mouvement « jeunes patriotes » ne s'est pas structuré de façon formelle, ou organisé en section ou autre forme de représentation. L'organisation a posteriori s'est faite, certes autour de la FESCI et de la JFPI, mais aussi autour des leaders individuellement qui composaient ce qui fut finalement appelé « la galaxie patriotique ». Il s'agit de Charles Blé Goudé, président de l'Alliance des jeunes patriotes pour le sursaut nationale ; Eugène Djué président de l'Union pour la Libération Totale de Côte d'Ivoire (ULPTCI) et Damana Pickas président de la Coalition nationale des résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI). Autour de ces mouvements gravitent un ensemble de mouvements satellites. Ce sont, en effet, un faisceau d'organisations dites patriotiques de nature civile telles que, Sorbonne, Sorbonne-solidarité, CNLB (Comité national de libération de Bouaké) FESCI, Alliances des Houphouétistes, MIRAO (Mouvement Ivoirien pour le Rapatriement de Alassane Ouattara), FENOPACI (Fédération Nationale des Orateurs, Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire) Cojep (Congrès panafricain des jeunes patriotes); mais aussi de nature militaire ou para militaire telle que, GPP (groupement des patriotes pour la paix) FSIR (Force spéciale d'intervention rapide), APEWE, FLGO (Front de Libération du Grand ouest) etc. qui parfois se sont retrouvées dans des logiques de compétition puis d'opposition en raison d'un clientélisme politique avéré. Ce mouvement des jeunes patriotes, qui a pris une forme hybride s'est donc organisé par le haut en se démultipliant en plusieurs organisations autonomes autour d'une trilogie : la défense des institutions de la république (ii) le retour à la paix (iii) le soutien au candidat Gbagbo lors des élections à venir. Du fait même de cette nature, il n'est pas resté figé, car il est passé au fil des ans des contestations violentes des nouvelles institutions issues des arrangements politiques, à la coopération. Cette mutation s'est effectuée par une forme de régulation des logiques internes.

b. Régulation d'une violence résiduelle

¹⁵ Cercle National Bédié

¹⁶ Cercle Alassane Dramane Ouattara

La violence chez les jeunes ivoiriens, est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs que je resitue ici à la lumière des travaux d'Akindès (2007) et de Ouattara (2007). D'après le dernier auteur, la dissémination de la violence dans des catégories sociales se situe dans le prolongement de la crise du monopole de la violence légitime. Deux évènements majeurs ont marqué cette crise : (i) la première mutinerie en 1990 de jeunes recrues refusant la démobilisation et l'insécurité du chômage ; le désordre militaire qui en a résulté, témoignait par la même occasion d'une force non maîtrisée. (ii) La deuxième mutinerie dans un laps de temps très court en 1992, qui fini par convaincre de la fragilité de l'institution militaire et policière gangrénée de l'intérieur. A cette période de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, on note un accès brutal de la violence chez les jeunes. Si Ouattara (op.cit :53, 54) la présente comme une conséquence de la déliquescence de leurs conditions économiques et sociales, Akindès (op.cit) la place sous le rapport tragique de la transition démocratique. En effet, dans un jeu d'équilibre de la terreur, suite à la mort d'un étudiant, les étudiants ont tué pour la première fois un des leurs à coups de gourdins et de machettes. Cet évènement fut un tournant décisif dans l'usage de la violence comme stratégie, d'abord d'affirmation d'une identité de jeunes face à un pouvoir vieillissant, une armée désorganisée et une police sous équipée, ensuite d'instauration de la démocratie pluraliste. Pendant longtemps, et encore aujourd'hui la violence constitue le mode principal de régulation des conflictualités internes et externe chez les jeunes. Ainsi, au lendemain de la signature de l'accord de Marcoussis en janvier 2003, les « jeunes patriotes » dénonçant une intrusion impérialiste de la France dans le règlement de la crise ivoirienne avait réfuté l'accord. Ce refus s'est traduit dans les actes par des marches, et affrontements violents sur la base militaire française du 43^{ème} BIMA, mais aussi par des actes de vandalisme contre tout ce qui symbolisait la présence française. Il s'est aussi traduit par des scènes de contestation du nouveau « gouvernement de réconciliation nationale », mais aussi du premier ministre aux pouvoirs élargis M. Seydou Diarra, de même que des rebelles membres de ce gouvernement dont Soro Guillaume, secrétaire générale du MPC (mouvement rebelle) alors désigné ministre de la communication. En mars 2004, les jeunes patriotes, à travers leurs milices, jouent un rôle de forces supplétives à l'armée et à la police dans la violente répression de la marche interdite de l'opposition ivoirienne faisant des morts et plusieurs centaines de blessés. Pour Akindès (2007 : 18) c'est la brutalisation du combat politique qui a eu pour effet de politiser à l'extrême la société ivoirienne par la montée des affrontements, mais surtout par la banalisation collective des pratiques de violence. Il va plus loin pour conclure que dans sa trajectoire démocratique, la société ivoirienne a développé une accoutumance à la violence politique. Cette dernière ainsi ingérée a constitué et constitue aujourd'hui encore un des obstacles majeurs sur le chemin de la paix et de la démocratie. Mais, on observe que sous l'effet de facteurs tant externes qu'internes, elle a commencé à connaître un fléchissement.

En novembre 2004, les graves violences exercées, mais aussi subies par les jeunes patriotes lors des affrontements contre les forces françaises de la licorne¹⁷ ont marqué un tournant décisif dans la stratégie

¹⁷ Suite à un bombardement d'une base de l'armée française à Bouaké par l'armée ivoirienne, la flotte aérienne ivoirienne a été entièrement détruite en représailles par l'armée française, déclenchant ainsi des manifestations violentes contre les intérêts français.

de lutte de ces organisations. Au cours de ces événements, les jeunes patriotes, tant à Abidjan que dans les villes de l'intérieur telle Guiglo (à l'ouest), Yamoussoukro (au centre), Daloa (centre-ouest) avaient fait face à l'usage d'une surpuissance déployée par les forces françaises qui avait entraîné des morts atroces dans leurs rangs. Ces événements ont, certes, contribué à tempérer, mais n'ont pas endigué totalement la violence chez les jeunes. Au cours des années 2005 et 2006, des marches qui avaient été organisées contre la décision du GTI¹⁸ de dissoudre l'Assemblée Nationale ont dégénéré en violences urbaines. De même, le déroulement des audiences foraines dont l'enjeu est la (re)constitution du corps électoral, avait conduit à des affrontements meurtriers dans plusieurs villes du pays entre jeunes patriotes, et jeunesse du FPI d'un côté et jeunesse des partis réunis au sein du groupement de l'opposition RHDP¹⁹ de l'autre. Les morts, mais surtout le grave risque d'embrasement général avaient conduit à l'arrêt de l'opération. Mieux, on a surtout noté une action commune d'appel au calme lancé par les leaders des jeunes de toutes tendances confondues (RHDP, Jeunes patriotes, JFPI, FESCI)²⁰ dans les médias publics. Ainsi, les jeunes conscients de leurs responsabilités dans la conduite et la réussite du processus de paix avaient contribué à rétablir l'ordre social dans une action concertée. En dépit d'une violence maintenue de façon parcimonieuse à travers les discours virulents dans les espaces publics de discussion que sont les « sorbonnes », « agoras » et « parlements²¹ », il faut noter un contrôle interne de la violence chez les jeunes patriotes et une tempérance du climat politique qui s'en est suivie. Cela a été le fait d'une situation de saturation ressentie par la population et subséquemment de rejet. Des événements ont, en effet, marqué la fin de l'état de grâce et de l'adhésion populaire aux pratiques parfois injustifiées mais tolérées et impunies des groupes de patriotes et en particulier de la FESCI. Ainsi en 2006, à l'occasion d'une rixe entre élèves de l'école de police contiguë à l'université de Cocody-Abidjan et militants de la FESCI, pour la première fois depuis le déclenchement de la crise, la police exerce la répression contre cette organisation qui avait toujours constitué un allié. Un autre événement non moins important a été cette fois populaire. Les populations des quartiers de Yopougon et d'Adjamé de la métropole abidjanaise, exaspérées par les actes de vandalismes (vols, viols, abus de toutes natures) des « milices patriotiques » avaient entrepris de les déloger. Les combats entre populations civiles et miliciens avaient nécessité l'intervention des forces régulières qui réprimaient là encore d'anciens alliés. La limitation de la coopération, de même que la tentative de l'Etat de mettre de l'ordre dans le mouvement patriotique et ses variantes s'est traduite par la suite par l'affirmation de la violence légitime sur des leaders de la galaxie patriotique. L'un (Eugène Djué, de surcroît militant déclaré du FPI) a été battu par les gardes présidentiels, et l'autre (Touré Moussa Zeguen) a été jeté en prison. En dernier ressort on peut citer les effets de la pression internationale sur ces groupes. En effet, deux leaders

¹⁸ Groupe de Travail International, composé notamment de la France, du représentant spécial de l'ONU et de l'UA, de la CEDEAO etc., mais dont la mission floue avait souvent entraîné la contestation de ses décisions par le camp présidentiel. En Janvier 2006, ce groupe s'est cru le devoir de se prononcer sur la dissolution de l'Assemblée nationale dont le mandat des élus étaient expirés, alors même que les autorités ivoiriennes, arguant la souveraineté de l'Etat ivoirien, lui refusait ce droit.

¹⁹ Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix réunissant le PDCI-RDA, le RDR, l'UDPCI, le MFA.

²⁰ En fait, c'est à l'initiative de la star nationale de musique Alpha Blondy, à l'époque nommé ambassadeur de la paix par l'ONU que les jeunes du FPI, des jeunes patriotes, du RDR, du PDCI-RDA, de l'UDPCI se sont retrouvés pour décider de *lancer ensemble* un appel au calme à la jeunesse de Côte d'Ivoire.

²¹ Les agoras et parlements sont des entités à l'intérieur de la galaxie patriotique. Ces sont des espaces publics dans les quartiers d'Abidjan et de l'intérieur du pays qui servent de tribunes à l'information politique des masses. Ces espaces reçoivent par moment des leaders de partis politiques ou de la société civile. Ils sont animés selon les endroits quasi-quotidiennement.

de la galaxie patriotiques Blé Goudé et Eugène Djué ont été frappés par les sanctions de l'ONU. Même si on peut douter de l'efficacité de ces sanctions, elles ont tout de même eu pour effet d'écorner l'image et de ces leaders et de leurs mouvements.

La gestion par le pouvoir des formes résiduelles de violences et de non droits a conduit à des mécanismes d'autorégulation du mouvement patriotique. Cette prise en main s'est aussi accompagnée d'une réduction sélective de l'appui financier apporté aux mouvements « jeunes patriotes » par le régime, limitant ainsi leurs marges d'action. Prenant en compte les évolutions de l'environnement politique de 2002 à 2006, les jeunes patriotes, tout en menant un combat d'affirmation d'une identité de groupe ont penché pour la modération de leur logique contestataire et la révision de leurs méthodes de lutte vers une participation politique vertueuse. A la fin 2006, pour les leaders de la galaxie patriotique, il fallait sortir de la résistance pour s'engager désormais dans la construction de la paix. L'orientation nouvelle était certes liée à l'idée du président ivoirien en cette fin d'année 2006 d'entamer un dialogue direct avec la rébellion, mais elle s'inscrit aussi dans les théories de la *peace-building* telle que développée par Paffenholz (2006). Cet auteur définit trois phases au cours d'un conflit armé : la période précédant la violence ; le conflit armé ; la période suivant le conflit armé. Ces phases sont marquées par une courbe d'intensité de violence dont le pic se situe dans la deuxième phase et la chute dans la troisième. C'est au cours de ces deux dernières phases que se déclenchent en général les pratiques de « promotion de la paix ». La promotion de la paix est un terme qui désigne un processus à long terme dont le but est de contribuer à éviter ou à surmonter la violence organisée et de maintenir durablement la paix. Il s'agit, sous cet angle de transformer durablement les conflits armés en des formes pacifiques et constructives de résolutions de différends. Cette construction passe aussi par l'établissement d'un cadre institutionnel fort, que le pouvoir avait déjà commencé à montrer à ses propres partisans.

II. La participation à l'établissement de réformes institutionnelles

a. Participation aux négociations et mise en œuvre de l'APO

Alors même qu'ils avaient organisé des manifestations violentes en janvier 2003 et exprimé clairement leur opposition aux différents accords et résolutions de l'ONU ; alors même qu'ils avaient manifesté contre les institutions issues de ces accords et résolutions, notamment contre les décisions du GTI, les jeunes patriotes et la FESCI ont apporté un soutien déterminant à l'accord politique de Ouagadougou. Trois raisons peuvent l'expliquer : d'abord en raison de l'implication à un haut niveau de jeunes des deux camps dans les négociations, mais aussi en raison du discret rapprochement qui avait été opéré entre le leader des jeunes patriotes et ceux de la rébellion en mobilisant le passé syndical commun développé plus haut. Une troisième raison est liée l'implication directe de Laurent Gbagbo, père spirituel des 'Jeunes Patriotes', dans l'initiative de ces accords qu'il a paraphés. En conséquence l'annonce des négociations de Ouagadougou début janvier 2007 dans le cadre de ce qui avait été appelé « dialogue direct » a été également marqué par une baisse de virulence dans les discours des jeunes patriotes, notamment à l'endroit des ex-rebelles et de

leurs leaders. Cette baisse de surenchère verbale a également été constatée chez les ex-rebelles avant de se traduire en acte. Au sud, les jeunes patriotes ont initié une « caravane de la paix » qui a sillonné l'ensemble des grandes villes de la zone gouvernementale. Au Nord, les jeunes des forces nouvelles en ont fait de même dans leurs zones, afin de préparer les populations à la nécessité d'un dialogue entre les factions (camp présidentiel / forces nouvelles) qui se combattaient récemment. Les jeunes par la voix de Konaté Navigué, président de la jeunesse du FPI, et Konaté Sidiki membre du secrétariat général du MPCCI ont participé de façon active aux négociations de Ouagadougou. La présence des représentants de ces jeunes qui, par ailleurs, étaient tous des anciens de la FESCI a contribué à un meilleur contrôle et une diffusion des informations aux différents groupes tant au sud qu'au nord pour préparer le terrain aux décisions qui résulteraient de ces pourparlers. Ainsi, si en janvier 2003, les jeunes patriotes et la FESCI avaient contesté l'idée de la présence des rebelles dans le gouvernement, à la conclusion de l'APO, ils avaient fait campagne active auprès de leurs partisans pour expliquer et accepter Soro Guillaume, chef des ex-rebelles comme premier ministre. L'échange s'est traduit au nord par une campagne organisée par les jeunes de FN visant à réhabiliter l'image et la légitimité du président Gbagbo, présenté désormais comme étant « le président de tous les ivoiriens au sud comme au nord ». La participation et le nouveau ton pacifique des discours de ces jeunes auprès de populations ont eu pour effet, l'acceptation des nouvelles institutions et la mise en œuvre sans heurts de l'APO.

Le nouveau cadre institutionnel était matérialisé par le nouveau gouvernement conduit par le chef de l'ex-rébellion, mais aussi par le CPC (cadre permanent de concertation) composé des leaders des quatre grandes forces politiques (FN, FPI, PDCI-RDA et RDR) et le CEA (Comité d'évaluation et d'accompagnement) qui lui, en plus des membres du CPC est élargi aux représentants de la communauté internationale, notamment la CEDEAO, l'Union Africaine et l'ONU. Le soutien des jeunes à ces dispositifs institutionnels était davantage motivé par la disparition subséquente du GTI largement composé de la communauté internationale et dont les décisions étaient jugés tant par les jeunes patriotes que par l'ex-rébellion illégitimes et de nature à entretenir la crise. A travers ces dispositifs, on passe d'un affaiblissement des institutions républicaines au début de la guerre à un renforcement de l'Etat capable de garantir les droits des citoyens. Dans un tel contexte, le rétablissement de l'autorité de l'Etat est antérieur à l'émergence de la démocratie, dans la mesure où la citoyenneté est le fondement de toute démocratie. Elle est la fondation de tous les autres droits sociaux, économiques et politiques. Dans ce sens, un chapitre de l'APO avait explicitement traité du problème des jeunes, ce qu'aucun accord avant lui n'avait fait. En effet, le point 3.3.1 stipule : *« Les deux (02) Parties conviennent que le service civique, destiné à encadrer toute la jeunesse de Côte d'Ivoire et à la former en vue d'un emploi, accueillera également tous les jeunes qui se sont familiarisés avec le maniement des armes pour les besoins de la guerre, dans le but de les encadrer et de les former pour de futurs emplois civils ou militaires. Cette citoyenneté générationnelle établissait des droits égaux pour tous les jeunes du sud au nord. Elle a favorisé une implication plus accrue de ces jeunes dans la mise en œuvre de l'accord.*

Ainsi, les jeunes patriotes à travers « agoras » et « parlements », ensemble avec les jeunes de l'ex-rébellion ont conduit des campagnes de sensibilisation auprès des populations pour la mise en œuvre pacifique du processus électoral de sortie de crise. Le discours autrefois virulent a cédé la place aux informations plus

structurées sur la nécessité pour tous d'obtenir les pièces d'identité afin de procéder aux changements politiques par les mécanismes tels que les élections qu'offre la démocratie. L'implication des jeunes des parties antagonistes a, en définitive, permis la réalisation de manière pacifique des audiences foraines. D'après les derniers résultats publiés en juin 2008, 600 000 « sans papiers » ivoiriens ont été identifiés en huit mois. Ces opérations, qui seront complétées par le recensement électoral visent à faire en sorte que les tous les citoyens prennent part aux élections de novembre 2008. On peut donc, avec Muxel (2001), souligner que la socialisation politique des jeunes est due au fait que ces derniers ne sont pas dépolitisés. Bien au contraire, en France par exemple, plus informés, ils sont plus critiques et exigeants que leurs aînés à l'égard des politiques. La jeunesse étant confrontée à un double impératif celui de son identité et de l'innovation, c'est par la tension entre héritage et expérimentation que se construit son rapport à la politique. A l'instar donc de la jeunesse française, la socialisation politique des jeunes ivoiriens est expérimentale et suppose un mode de participation plus axé sur des actions ponctuelles et ciblées. La participation politique des jeunes patriotes, de même que ceux des Forces Nouvelles prend ainsi une tournure qui donne plus de chance au processus de paix de connaître un succès. Toutefois, pour les jeunes patriotes, la participation politique passe, certes, par une participation électorale, mais aussi par une bonne culture citoyenne. Sur ce terrain, ils se sont engagés depuis 2007 et la première moitié de 2008 dans des actes visant la formation de leurs militants aux valeurs démocratiques.

b. La participation politique par la réorientation citoyenne des actions des associations et groupes de jeunes

D'après Verdiani (2002) le système de valeurs représente le socle à partir duquel le basculement, une sorte de « conversion » d'une attitude dite « violente » à une « non-violente », est rendu possible. Et certaines valeurs sociales telles que la famille, le travail, la citoyenneté, la solidarité, l'amitié, le don, le consensus, la paix, l'amour, la liberté, la démocratie, sont devenues des valeurs de référence pour les jeunes générations. Ce retournement peut s'analyser sous l'angle de la théorie du répertoire de l'action collective de Tilly (1986). Ainsi, selon des influences temporelles et spatiales de l'environnement social et politique les registres de la mobilisation du mouvement social varient comme un registre dans un répertoire. Il faut noter que la situation de statut-quo de ces cinq dernières années qui a montré l'impossibilité de la domination d'un camp sur un autre a contribué largement à un changement des valeurs chez les citoyens qui ont perçu leur responsabilité. La participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire de ces dernières années, notamment après la signature de l'APO, s'inscrit dans cette logique. D'abord par la socialisation politique des militants. Si l'on se place du point de vue du système social, comme l'ont fait les politistes fonctionnalistes des années 1960, tels G. Almond, S. Verba et B. Powell (1982), la socialisation politique est un mécanisme de régulation qui, en transmettant la culture politique, assure la permanence et la cohésion du système politique. Si on s'inscrit dans cette conception positive de la socialisation politique, on note un faible niveau chez les partis politiques en Côte d'Ivoire.

Afin de pallier cette insuffisance, mais surtout de prévenir les violences pré et post-électorales telles qu'observées dans d'autres pays comme la RDC, le Kenya et le Zimbabwe, les jeunes ont décidé d'inscrire leur action dans la formation citoyenne. Ainsi, les membres des associations de jeunesse, les « agoras » et « parlements » sont-ils formés au civisme. Dans les espaces publics animés par les jeunes patriotes, tout comme leurs partenaires de l'ex-rébellion, les messages portent désormais, sur le recensement, la paix, la démocratie, la reconstruction d'une nation nouvelle. Pour la Fédération Nationale des Orateurs, Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (FENOPACI) ces formations sont fondamentales pour le respect des institutions républicaines. Dans cette optique, afin de matérialiser la fin de la guerre, les jeunes patriotes diffusent des messages de paix et de changement politique par les élections. Les élections sont présentées comme unique voie de construction de la paix et de la démocratie notamment pour les jeunes générations qui doivent renoncer aux coups d'état et à l'accession au pouvoir par la violence. Les valeurs du pardon sont traduites par l'organisation commune de manifestations à caractères pacifiques entre jeunes patriotes et ceux de l'ex-rébellion. En définitive, l'un des actes majeurs de l'engagement des jeunes dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire est la création en février 2008 d'actions de concertation permanente de la jeunesse. C'est également l'adoption d'un code de bonne conduite par les jeunes de tous les partis et groupements politiques à l'initiative du premier ministre. Tout ces actes visent à créer un climat pacifique de campagne électorale entre les jeunes. Ceci marque l'engagement des mouvements sociaux de jeunes dans une logique de participation politique plus citoyenne. La posture citoyenne s'observe par l'implication des organisations des jeunes dans des activités de développement économique et social. A cet effet, le Cojep émanation des jeunes patriotes et dirigé par Blé Goudé, a organisé au mois d'avril 2008 un forum d'insertion sociale pour tous les jeunes nonobstant leurs origines politiques ou ethniques. Ce forum entendait ainsi sortir les « jeunes patriotes » de la ligne de combat suivie depuis 2002, pour l'engager dans une autre plus constructive du tissu économique et social par le soutien à la recherche et à la création d'emplois pour les jeunes issus des universités et des centres de formation.

Implications

On note que dans le cas ivoirien, la transition au sens de Hermet (2001) a permis de lutter progressivement et patiemment contre les logiques de violence qui subsistent toujours dans les situations de sortie de crise. Elle a en outre contribué au rétablissement d'un cadre institutionnel étatique préalable à l'application de principes et la tenue d'élections démocratiques. D'un point de vue théorique, l'évolution de la participation politique des jeunes permet de revisiter la thèse telle que développée par Wantchékon. Il ressort en effet que, dans la régulation de la dualité Etat/démocratie, le rétablissement d'un Etat fort est le garant de celui de la citoyenneté. Dans un tel cas, l'Etat qui retrouve lui-même le contrôle de la violence légitime assure la sécurité et l'intégrité des droits des citoyens. Le soutien accordé par les jeunes aux institutions issues de l'APO a ainsi contribué fortement au rétablissement des prérogatives et de la souveraineté étatiques sur l'ensemble du pays et à l'affirmation subséquente des droits égalitaires de tous tant au sud qu'au nord.

De plus, il apparaît que les mouvements sociaux sont effectivement marqués par une flexibilité qui leur permet, selon le contexte et aussi le moment, de passer d'une organisation homogène à une organisation complexe à entités autonomes et traversée parfois par des clivages internes. Ainsi, les mouvements sociaux développent des logiques multiples qui rendent compte du contexte social ou encore du répertoire dans lequel ils évoluent. Par ailleurs, les jeunes patriotes, notamment la FESCI et le Cojep confortent l'idée développée par Mamdani et alii (1997) selon laquelle le mouvement social a un objet aux frontières mouvantes selon le temps et l'espace. Ils ont en effet, en fonction de l'évolution du temps orienté leur combat, abandonnant dans les deux cas les logiques de violences pour s'investir dans la formation politique et citoyenne. Cette évolution montre aussi que la participation politique n'est pas figée pouvant passer d'une forme violente à une autre et surtout dans le cas d'une sortie de crise vers plus de citoyenneté. Selon Costa-Lascoux (1999), la citoyenneté étant fondée sur des valeurs et des principes constitutionnels, elle se veut le ciment des sociétés démocratiques. Dans ces sociétés, les citoyens retrouvent le sens du bien commun, du partage de la souveraineté politique et respectent les droits et les devoirs fondés sur des obligations réciproques. Pour ce faire, ils agissent selon une éthique qui leur fait retrouver un art de vivre conforme aux libertés fondamentales, à l'égalité et à une fraternité en actes. Or ces dernières années, les jeunes ont tenté de présenter leurs actions sous cette image citoyenne sans connotation politique, ethnique, ni religieuse évidente. Toutefois, sans prétendre à l'idée que ces actes débouchent inexorablement sur un succès, il convient de noter que les dispositifs qui se sont construits sur les changements des valeurs chez les parties en conflit tendent à mettre en place les principes d'une démocratie minimaliste en Côte d'Ivoire. Même si on peut douter de la capacité et de rapidité avec laquelle les jeunes passent de la violence à des valeurs vertueuses du fait de leur faible autonomie, force est de constater que le changement de comportement et d'attitude chez eux a eu pour effet d'accélérer depuis mars 2007 le processus électoral. C'est cette démocratie procédurale (Hermet, 2001) qui permettra d'organiser des élections libres. Selon Pinkney (2003), les conditions d'une démocratie sont un développement économique, des attitudes et comportements politiques positifs, des relations entre les élites, des structures sociales et des interactions entre groupes sociaux, puis des institutions politiques stables. On pourrait ajouter et une société civile forte. La société civile telle que présentée par Wilson et Johnson (2000) prend forme aux côtés de l'Etat en vue de lutter par des actions contre des inégalités, d'améliorer les conditions sociales, tout en évitant les problèmes d'exclusion sociale. Sous cet angle on peut comprendre l'allure de coopération qu'ont prise les actions des mouvements de jeunes qui ont transité de la violence vers l'action citoyenne. A ce niveau les travaux de Harbeson, Rothchild, Chazan (1994), ont montré comment la société civile a contribué à la renaissance politique en Afrique, notamment dans les vagues de transitions qui ont eu cours au début des années 1990. En fait, comment les acteurs de cette société ont participé aux changements politiques et économiques qui ont eu lieu en Afrique ces dernières vingt années. L'analyse de la participation politique des jeunes patriotes en Côte d'Ivoire après les élections générales à venir pourrait s'avérer intéressante à ce niveau.

Bibliographie

- Akindès, F., 2007, La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation, *Repère « International »*, 11-36
- Almond, G. A.; Powell, G. B., 1982, Evaluating Political Goods and Productivity, *International Political Science Review*, Vol. 3, No. 2, 173-181
- Anderson B., 1996, *L'imaginaire national; Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, publié en anglais en 1983 et révisé en 1991 sous le titre 'Imagined Communities', La Découverte, Paris, 215 p.
- Antoine P., Razafinkratkoto M., Roubaud F., 2001, *Contraints de rester jeunes ? Evolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo*, in *Autrepart* n°18 pp 17 - 36
- Babo A., 2003, *Dynamique sociale et mutations dans le système de gestion du foncier en zone de savane: une réflexion à partir des cas des villages baoulé de Allokokro, Kouakro, Mandéké et Sabouny (Côte d'Ivoire)*, Thèse de doctorat, Université de Bouaké, 317 p
- Babo A., 2006, L'immigration et la citoyenneté au cœur du jeu ivoirien, *Géopolitique Africaine*, n. 22 : 165 – 173
- Bobo K. S. et Chauveau J-P, 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise : un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien », *Politique africaine* n°89, pp 12 - 32
- Boone C., 2006, *Electoral Populism Where Property Rights are Weak: Land Politics in Contemporary sub-Saharan Africa*
- Bouquet, C., 2005. *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*. Armand Colin, Paris, 315 p
- Bourdieu, P. 1981. « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique » *Actes de la recherche en sciences sociales* n°36 – 37 pp. 3 – 24
- Bourdieu, P. 1987. *Choses dites*, Paris, Minuit,
- Bratton M., Van de Walle, N., 1997, *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 41-43.
- Chauveau J.P., 2005, Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernementalité locale en pays gban (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) in *Afrique Contemporaine*, 2005 (N° 214)
- Chauveau J-P, 2005, « les jeunes ruraux à la croisée des chemins ». Introduction thématique, *Afrique contemporaine*, n° 214, pp. 15-35
- Costa – Lascoux, 1999, citoyenneté et multipartisme in Hily et Lefebvre (eds) *Identité collective et altérité. Diversité des espaces/ spécificité des pratiques*, l'Harmattan pp 53 – 76
- Dahl, R. A., 1971, *Polyarchy : Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press
- Dembélé, O. 2003. « Côte d'Ivoire : La fracture communautaire ». *Politique africaine* n°89, Karthala, Paris, pp. 34 – 48

- Dembélé, O., 2003. Côte d'Ivoire : la fracture communautaire. *Politique africaine* n°89 La Côte d'Ivoire en guerre, dynamique du dedans, dynamique du dehors. Karthala, Paris, pp 34-48.
- Diabaté, I., Dembélé, O., et Akindès, F., 2005. *Intellectuels ivoiriens face à la crise*. Idriss Diabaté, Ousmane Dembélé, & Francis Akindès (Eds.), Karthala, Paris, 195 p
- Dubar, C. 1998, « Socialisation et construction identitaire », In Ruano-Borbalan, J. C. (cord.), *L'identité*, Paris : PUF, Sciences humaines éditions, pp. 135 – 141
- Duverger, M., 1951, *Les partis politiques*, A. Colin, Paris, (Nouvelle édition, Seuil, Collection Points)
- Epstein, L. D., 1969, Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives, *Political Science Quarterly*, Vol. 84, No. 1, 158-159.
- Gazibo, M., 2002, Note de recherche: le Néo-Institutionnalisme dans l'analyse comparée des processus de démocratisation, *Politique et Sociétés*, 21 :3, 139-160
- Harbeson J.W., Rothchild D., Chazan N., 1994, *Civil Society and the State in Africa*, Lynne Rienner Publishers, London, 311 p
- Hermet, G. 2001, Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine / Europe de l'Est, *Revue Internationale de politique comparée*, Vol.8, n°2.
- Hobbes, T. 1968 /1985, *Leviathan*, ed. Richard Tuck Cambridge University Press, Cambridge.
- Horowitz, D., 2003, Electoral Systems: A Primer for Decision Makers, *Journal of Democracy*, 14:4, 115-127.
- Johnson H. and Wilson G., 2000, *Biting the Bullet: Civil Society, Social Learning and the Transformation of Local Governance*, The Open University, Milton Keynes, UK
- Jolivet, E., 2003. *L'ivoirité. De la conceptualisation à la manipulation de l'identité ivoirienne*, Thèse de doctorat 71 p.
- Karl, L. T., Schmitter, P., 1991, « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue internationale des sciences sociales*, (128).
- Konaté, Y., 2003. Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes. *Politique africaine* n°89. Karthala, pp 49-70.
- La Palombara et Weiner, 1988, *Political Parties and Political Development* apud Roger-Gérard Schwartzberg, *Sociologie Politique*, Montchrestien, Paris, pp 395-396/
- Lavau, G., 1969, Partis et systèmes politiques: Interactions et fonctions, *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 2, No. 1, pp. 18-44
- Linder, W. 1994, *Swiss Democracy : Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies*, London Macmillan
- Lonsdale, J., 1996, « Ethnicité morale et tribalisme politique », *Politique Africaine*, vol. 61 (mars), pp. 98-115.

- Menocal, R., Kilpatrick, K., 2006, Comment consolider la paix plus efficacement ? Un entretien avec Roland Paris, *Annuaire suisse de politique de développement : Paix et sécurité : les défis lancés à la coopération internationale*, Iued, Vol.25 n°2 pp 69 – 78
- Milza, P., 1998. *Les mécanismes de l'intégration. Sciences Humaines: l'identité, l'individu, le groupe, la société*, pp. 273-277.
- Muller, P., 1990. *Les politiques publiques*. PUF, Que sais-je, Paris, 127 p
- Muxel, A. 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, 190 p
- Paffenholz 2006, Promotion de la paix et coopération internationale : histoire, concept et pratique, in *Annuaire suisse de politique de développement : Paix et sécurité : les défis lancés à la coopération internationale*, Iued, Vol.25 n°2 pp 19-45
- Pinkney, R., 2003, *Democracy in the Third World*, Lynne Rienner Publishers, second edition
- Poutignat, p. & Streiff-Fenart, J., 1995, *Théories de l'ethnicité*, PUF, Paris, 270 p.
- Przeworski, A., 1999, In defense of Minimalist Conceptions of Democracy, in Shapiro Ian and Casiano Hacker-Cordon (eds), *Democracy's Value*, Cambridge University Press, Cambridge, 23 – 55
- Quantin, P., 2004, *Voter en Afrique: comparaisons et différenciations*, L'Harmattan, Paris, pp 11 – 29
- Reilly, B., 2002, Electoral Systems for Divided Societies, *Journal of Democracy*, 13:2, 156 – 170
- Reinier S. 2006, En quête d'émancipation politique, in *Géopolitique Africaine* n°22, pp 127-138
- Schnapper, D., 1991. *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*. Gallimard, Paris,
- Schnapper, D., 1992. *L'Europe des immigrés*. Editions François Bourin, Paris, 196 p
- Schnapper, D., 1994. *La communauté des citoyens, sur l'idée moderne de nation*. Gallimard, Paris,
- Schnapper, D., 1998. *La relation à l'autre, au coeur de la pensée sociologique*. Gallimard, Paris, 562 p
- Schnapper, D., 2000, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Gallimard
- Schumpeter, J.A., 1963, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris
- Seiler, D.L., 1993, *Les Partis politiques*, Armand Colin, Paris, pp. 10-11
- Sorauf, F. J., *Party Politics in America*, Boston, Little, Brown and Company, 1984, (5th edition)
- Tilly, C., 1986, *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris
- Van Binsbergen, W. M. J., 1997. Ideology of ethnicity in Central Africa. *Encyclopaedia of Africa south of the Sahara*, vol. 2, pp. 91-99.
- Verdiani A, 2002, *De la violence à la non-violence : l'expérience des médiateurs dans les bus de la RATP en région parisienne* » Mémoire de DEA, Université de Paris VIII
- Vidal, C. 2003. « La brutalisation du champ politique ivoirien 1990 – 2003 ». *Revue Africaine de Sociologie*. 7,2, pp. 00 - 00
- Wantchekon, L., 1999, Strategic Voting in Conditions of Political Instability: the 1994 elections in El Salvador, *Comparative Political Studies*, 32:7, 810 – 834

- Wantchekon, L., 2004, The Paradox of “Warlord” Democracy: A theoretical Investigation, *American Political Science Review*, 98:1, 17- 33
- Weber, M., 1963, *Le savant et le politique*, Union Générale d’Éditions, Paris, 186 p